

Les 19 pays africains du Comesa se dotent d'une union douanière

Arrib News, 07/06/2009 – Source AFP Le président zimbabwais Robert Mugabe a lancé dimanche l'union douanière du Comesa, le Marché commun d'Afrique du Sud et de l'Est, appelant les investisseurs internationaux à travailler avec ses 19 pays membres et à la fin des conflits dans la région. "Notre message aux investisseurs du monde entier est clair: nous avons un marché régional pour vous, venez au Comesa", a lancé le chef de l'Etat zimbabwais qui préside actuellement ce bloc, réuni en sommet dans la ville touristique de Victoria Falls, dans l'ouest du Zimbabwe.

"Au monde entier, nous voulons dire que nous sommes le Comesa et que nous pesons comme bloc régional, nous voulons être pris au sérieux", a poursuivi M. Mugabe. L'union douanière du Comesa, projet longtemps envisagé et retardé, devrait permettre une harmonisation des droits de douane sur les produits entrant dans le bloc économique et ceux circulant dans la région. Selon l'accord qui doit être signé lundi, les matières premières notamment circuleront exonérées de taxes, tandis que les produits intermédiaires et manufacturés devraient être taxés à un maximum de 25%. La plupart des 19 membres du Comesa, qui représentent 400 millions d'habitants et un PIB global de 360 milliards de dollars, ont déjà levé les restrictions aux visas de tourisme à l'intérieur du bloc. Créé en 1993, le Comesa regroupe Burundi, les Comores, Djibouti, la République démocratique du Congo (RDC), l'Egypte, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. M. Mugabe, dont le pays tente de sortir d'une crise politique et économique, a aussi appelé à la fin de la violence dans la région de manière à "faire de l'Afrique un continent d'opportunités pour tous ses peuples". "Vous serez sûrement d'accord avec moi pour dire que les conflits constituent un cancer grave dans notre région comme dans beaucoup d'endroits en Afrique", a-t-il déclaré. "Les conflits nous ont fait perdre de la main d'oeuvre de valeur, du fait des morts et des déplacements de populations. Cela a aussi défavorablement touché nos économies en termes de productivité et de prospérité", a-t-il poursuivi. Le Comesa, dont le siège se trouve à Lusaka (Zambie), espère que cette union douanière va permettre de simplifier les échanges commerciaux, de renforcer l'intégration au sein du bloc et de mener in fine à une monnaie unique. Selon des responsables, le Comesa a déjà permis depuis 2000 de multiplier par cinq les échanges commerciaux en Afrique, à 15 milliards de dollars actuellement. Mais des économistes interrogés doutent que le modèle commercial traditionnel de l'Afrique ne puisse changer. "Les Etats Africains ne font pas de commerce entre eux", relève ainsi Bongani Motsa, consultant financier au Pan African Advisory Service. Le sommet était marqué par la présence du président soudanais Omar el-Bachir, objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour (région de l'ouest du Soudan en proie à la guerre civile).